



**PRÉFET
DE LA GIRONDE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Nouvelle-Aquitaine**

Unité départementale de la Gironde
Cité administrative
2, rue Jules Ferry
BP 55
33200 Bordeaux

Bordeaux, le 05/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/02/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ONEAYGUE (ex.QUARTUS LOGISTIQUE)

Tour Majunga - 6 place de la Pyramide
La Défense 9
92800 Puteaux

Références : 2026-0165
Code AIOT : 0003104919

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/02/2026 dans l'établissement ONEAYGUE (ex.QUARTUS LOGISTIQUE) implanté Zone des Grands Pins 33640 Ayguemorte-les-Graves. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ONEAYGUE (ex.QUARTUS LOGISTIQUE)
- Zone des Grands Pins 33640 Ayguemorte-les-Graves
- Code AIOT : 0003104919
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'entrepôt exploité par la société SSCI ONEAYGUE sur la commune d'Aygumorte-les-Graves est composé de 5 cellules pour une surface totale d'environ 28 800 m²:

- cellule 1 à 4 de 5 955 m² chacune
- cellule 5 de 3970 m²

Le site est prévu pour stocker divers produits : matières combustibles diverses (produits droguerie, produits d'hygiène, détergents ...), produits alimentaires secs, gaz et liquides inflammables comprenant des aérosols, produits en bois, papier, carton et en plastiques, produits phytosanitaires, alcools de bouche, liquides combustibles.

L'entrepôt est également pourvu de locaux techniques et notamment trois locaux de charges pour les chariots de manutention, un local chaufferie, un local sprinkler et un local technique motopompe pour le réseau des poteaux incendie du site.

Différents locataires occupent les cellules :

- la cellule 1 est louée à la société RHENUS (stockage de blocs de climatisation individuelle emballés sous carton et plastiques);
- la cellule 2 est louée à la société CGA (multiclient - 2 paletiers + stockage en masse);
- les cellules 3, 4, et 5 sont louées à la société COQUELLE (multiclients dont stockage d'alcools de bouche). Seule la cellule 3 est conçue pour le stockage des liquides inflammables et des alcools de bouche.

Les activités du site sont réglementées par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 15 avril 2020 modifié par les arrêtés préfectoraux complémentaires du 7 mai 2021 et du 6 août 2021.

L'exploitant a fait valoir le bénéfice des droits acquis à la suite du changement de la nomenclature relative à la rubrique 1510 et relève du régime de l'enregistrement pour cette rubrique.

Par ailleurs, le site relève du régime de la déclaration pour les rubriques suivantes : 4331 (stockage de liquides inflammables), 4755 (stockage d'alcool de bouche), 1436 (stockage de liquides combustibles de points éclair compris entre 60 et 93 °C), 4510 (stockage de produits dangereux pour l'environnement), 4718 (stockage de gaz inflammable liquéfié), 2910 (installation de combustion), 2925 (atelier de charges d'accumulateurs), 1185 (stockage de fluides frigorigènes). L'entrepôt fonctionne 5j/7j en journée uniquement. Hors heures ouvrées, le site est télésurveillé.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les

informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation et conformité aux seuils réglementaires	Code de l'environnement du 25/02/2026, article Annexe (1) – R. 511-9	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Suite à un épisode de crue importante, la société CIRON à Barsac qui stocke et conditionne des produits chimiques et inflammables a été inondée. Sur demande de l'inspection, des GRV de liquides inflammables de mentions de dangers H225 et H226 ont été évacués du site pour être stocké par la société COQUELLE au sein de l'entrepôt exploité par ONEAYGUE. L'objet de l'inspection était de vérifier si cette société est autorisée à recevoir ce type de produits. Lors de l'inspection, l'inspection des installations classées a constaté que cette société loue, au sein de la société ONEAYGUE, à Ayguemorte-Les-Graves, 3 cellules, dans un entrepôt soumis à

enregistrement au titre de la rubrique 1510 de la nomenclature des installations classées, dont une dédiée au stockage de liquides inflammables soumis à déclaration au titre de la rubrique 4331 de la nomenclature des installations classées.

Les liquides inflammables évacués par la société CIRON ont donc bien été évacués vers un site pouvant réglementairement les recevoir.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation et conformité aux seuils réglementaires

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 25/02/2026, article Annexe (1) – R. 511-9
Thème(s) : Risques accidentels, Régime administratif – conformité rubrique 4331
Prescription contrôlée : Rubrique 4431 Liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3 à l'exclusion de la rubrique 4330. La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant : 1. Supérieure ou égale à 1 000 t - A 2. Supérieure ou égale à 100 t mais inférieure à 1 000 t - E 3. Supérieure à 50 t mais inférieure à 100 t - DC Quantité seuil bas au sens de l'article R. 511-10 : 5 000 t. Quantité seuil haut au sens de l'article R. 511-10 : 50 000 t.
Constats : Lors de l'inspection, l'inspection des installations classées a constaté que le site est notamment soumis à enregistrement au titre de la rubrique 1510 de la nomenclature des installations classées et à déclaration au titre de la rubrique 4331 de la nomenclature des installations classées pour une quantité maximale de liquides inflammables de mentions de dangers H225 et H226 de 95 tonnes. L'inspection a également pu vérifier que l'exploitant avait informé la société CIRON de la quantité maximales qu'il était susceptibles d'accueillir. L'exploitant a informé l'inspection que la quantité stockée était inférieure à ce seuil et qu'au jour de l'inspection, la plupart des GRV avaient été renvoyés de nouveau à la société CIRON. Les GRV de liquides inflammables de la société CIRON, à Barsac, évacués à cause des fortes crues sur le site, pouvaient donc bien être stockés au sein de la société ONEAYGUE à Ayguemorte-Les-Graves.
Type de suites proposées : Sans suite